

Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2013

Comptes consolidés condensés
Rapport semestriel d'activité
Attestation du Président directeur général
Rapport des commissaires aux comptes



Sommaire

Comptes consolidés condensés	3
Etat consolidé du résultat global	3
Tableau des flux de trésorerie consolidé	5
Bilan consolidé	6
Etat de variation des capitaux propres	8
Annexe aux comptes consolidés	9
Rapport semestriel d'activité	25
Commentaires sur les comptes consolidés	25
Evénements importants sur la période	41
Principaux risques et principales incertitudes	42
Litiges	42
Principales transactions entre parties liées	42
Attestation du Président	43
Rapport des commissaires aux comptes	44

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros sauf le résultat par action)</i>	Note	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012*
Chiffre d'affaires	3	11 430	11 408
Coûts des ventes		(7 125)	(7 104)
Marge brute		4 305	4 304
Recherche et développement	4	(296)	(268)
Frais généraux et commerciaux		(2 477)	(2 480)
EBITA ajusté **		1 532	1 556
Autres produits et charges d'exploitation	5	12	(8)
Charges de restructuration	6	(62)	(43)
EBITA ***		1 482	1 505
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	7	(109)	(118)
Résultat d'exploitation		1 373	1 387
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		9	8
Coût de l'endettement financier brut		(175)	(180)
Coût de la dette financière nette		(166)	(172)
Autres produits et charges financiers	8	(76)	(37)
Résultat financier		(242)	(209)
Résultat avant impôts		1 131	1 178
Impôts sur les sociétés	9	(283)	(275)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		15	18
RESULTAT NET		863	921
• dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		831	876
• dont actionnaires minoritaires		32	45
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère)			
par action (en euros/action)		1,52	1,62
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère)			
après dilution (en euros/action)		1,50	1,61

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.

** EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

*** EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012*
Résultat net	863	921
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de conversion	(193)	173
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(65)	16
Impôts sur la réévaluation des instruments dérivés de couverture	16	(2)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	8	(36)
Impôts sur la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	1	5
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	6	7
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(1)	(2)
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	(228)	161
• dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	(40)	(17)
• dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	(188)	178
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	635	1 083
Attribuable :		
• aux actionnaires de la société mère	601	1 055
• aux participations ne donnant pas le contrôle	34	28

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés. L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 *
Résultat net consolidé		863	921
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus		(15)	(18)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles		207	202
Amortissements des immobilisations incorporelles		205	214
Perte de valeur des actifs non courants		-	(10)
Augmentation/(diminution) des provisions		(31)	(54)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		(8)	1
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt		(170)	(73)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		19	16
Autofinancement d'exploitation		1 069	1 199
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation		(136)	134
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours		(169)	(199)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation		(17)	(84)
Autres actifs et passifs courants		(122)	(304)
Variation du besoin en fonds de roulement		(444)	(453)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation		625	746
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(180)	(218)
Cessions d'immobilisations corporelles		68	12
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(179)	(145)
Cessions d'immobilisations incorporelles		4	2
Investissement net d'exploitation		(286)	(349)
Investissement financier net		(309)	(164)
Cession d'actifs financiers		13	-
Autres opérations financières à long terme		(10)	21
Actifs de retraite à long terme		(28)	(74)
Sous-total		(333)	(217)
Total II – Trésorerie affectée aux opérations d'investissement		(620)	(566)
Émission d'emprunts obligataires	17	-	-
Remboursement d'emprunts obligataires	17	-	-
Augmentation/(diminution) des autres dettes financières		(2)	579
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire		61	22
Vente/(achat) d'actions propres		19	-
Dividendes versés : Schneider Electric SA		(1 025)	(919)
Minoritaires		(29)	(23)
Total III – Trésorerie affectée aux opérations de financement		(974)	(341)
IV - Effet net des conversions :		7	(194)
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV		(962)	(355)
Trésorerie nette en début de période		3 617	2 554
Variation de trésorerie		(962)	(355)
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	17	2 655	2 199

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2013	31/12/2012*
Actifs non courants :			
Écarts d'acquisition, nets	10	13 210	12 904
Immobilisations incorporelles, nettes	11	4 464	4 519
Immobilisations corporelles, nettes		2 581	2 622
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles nettes</i>		<i>7 045</i>	<i>7 141</i>
Participations dans les entreprises associées	12	196	511
Actifs financiers disponibles à la vente	13	181	213
Autres actifs financiers non courants		122	108
<i>Actifs financiers non courants</i>		<i>303</i>	<i>321</i>
Actifs d'impôt différé		1 833	1 745
Total actifs non courants		22 587	22 622
Actifs courants :			
Stocks et en-cours		3 315	3 090
Clients et créances d'exploitation		5 493	5 289
Autres créances et charges constatées d'avance		1 298	1 291
Actif financier courant		114	127
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 735	3 737
Total actifs courants		12 955	13 534
TOTAL DE L'ACTIF		35 542	36 156
* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés. L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.			

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	30/06/2013	31/12/2012*
Capitaux propres	14		
Capital social		2 230	2 222
Primes d'émission, de fusion, d'apport		6 939	6 885
Réserves consolidées et autres réserves		7 366	7 594
Réserves de conversion		(243)	(48)
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		16 292	16 653
Actionnaires minoritaires		162	174
Total capitaux propres		16 454	16 827
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	15	1 921	1 959
Autres provisions non courantes	16	769	785
Provisions non courantes		2 690	2 744
Dettes non courantes			
Emprunts obligataires	17	4 991	5 513
Dettes financières à plus d'un an	17	768	893
<i>Dettes financières non courantes</i>		<i>5 759</i>	<i>6 406</i>
Passifs d'impôt différé		990	1 021
Autres dettes à long terme		126	195
Total passifs non courants		9 566	10 366
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		4 315	4 190
Dettes fiscales et sociales		1 765	1 827
Provisions courantes	16	853	930
Autres passifs courants		338	291
Dettes financières courantes	17	2 252	1 726
Total passifs courants		9 523	8 964
TOTAL DU PASSIF		35 542	36 156

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

État de variation des capitaux propres

(en millions d'euros sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'auto- contrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	TOTAL
31/12/2011*	548 943	2 196	6 690	(74)	6 906	148	15 866	192	16 058
Résultat net de la période *					1 811		1 811	87	1 898
Autres éléments du résultat global*					(195)	(196)	(391)	(25)	(416)
<i>Résultat global de la période</i>					1 616	(196)	1 420	62	1 482
Augmentation de capital	3 522	14	109				123		123
Plans de souscription d'actions	2 952	12	86				98		98
Dividendes distribués					(919)		(919)	(72)	(991)
Paiements fondés sur des actions					57		57		57
Autres					8		8	(8)	
31/12/2012*	555 417	2 222	6 885	(74)	7 668	(48)	16 653	174	16 827
Résultat net de la période					831		831	32	863
Autres éléments du résultat global					(35)	(195)	(231)	2	(228)
<i>Résultat global de la période</i>					796	(195)	601	34	635
Augmentation de capital			(1)		(1)		(1)		(1)
Plans de souscription d'actions	2 171	8	55		(1)		62		62
Dividendes distribués					(1 054)		(1 054)	(46)	(1 100)
Paiements fondés sur des actions					31		31		31
Autres									
30/06/2013	557 588	2 230	6 939	(74)	7 440	(243)	16 292	162	16 454

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 01/01/2012 ;

- une charge nette d'impôt de 29 millions d'euros sur le résultat 2012 et

- un produit net d'impôt de 27 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros sauf mention contraire.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1 Principes comptables

➤ Base de préparation et référentiel comptable

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2013, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF sous le numéro D13-0196, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables dans le Groupe sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2013 :

- IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur* ;
- amendement d'IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)* ;
- amendement d'IAS 12 – *Recouvrement des actifs sous-jacents* ;
- amendement d'IFRS 1 – *Subventions publiques ; améliorations annuelles 2009-2011 des IFRS (mai 2012)* ;
- amendement IFRS 7 – *Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers ; l'information sera donnée au 31 décembre 2013.*

Par ailleurs, IAS 19 Révisée a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 sur les comptes comparatifs du premier semestre 2012. Conformément aux préconisations de la norme IAS19 Révisée en juin 2011, les taux de rendement attendus des actifs à long terme sur l'exercice 2013 sont égaux aux taux d'actualisation à la clôture du 31 décembre 2012. L'impact sur le premier semestre 2013 s'élève à 20 millions d'euros en diminution du résultat financier et s'élève également à 20 millions d'euros sur le premier semestre 2012 ; l'écart entre le taux réel et le taux ainsi estimé est comptabilisé en Autres éléments du résultat globale non recyclable. Par ailleurs, l'impact d'IAS 19 Révisée sur l'effet du passage par capitaux propres des coûts des services passés, dont l'amortissement était jusqu'alors un produit d'environ 1 million d'euros par an, est de 17 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013. Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 01/01/2012 ;
 - une charge après impôt de 29 millions d'euros sur le résultat net 2012 et
 - un produit net d'impôt de 27 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.
- IAS 19 Révisée est sans incidence sur la reconnaissance des écarts actuariels puisque ceux-ci étaient déjà comptabilisés directement en capitaux propres.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 ou dont l'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2013 :

- Normes adoptées :
 - IAS 28 Révisée – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* ;
 - amendement d'IAS 32 – *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers* ;
 - IFRS 10 – *États financiers consolidés* ;
 - IFRS 11 – *Partenariats* ;
 - IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités* ;
 - *Dispositions transitoires – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12.*
- Normes non adoptées :
 - IFRS 9 – *Instruments financiers*

- amendement d'IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- amendement d'IAS 39 – Changement d'instruments dérivés et prolongation de la comptabilité de couverture ;
- Entités d'investissements – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27
- IFRIC 21 – Droits ou taxes.

Enfin, les principes appliqués par Schneider Electric au 30 juin 2013 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, à l'exception des normes :

- IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- IFRS 10 – États financiers consolidés ;
- IFRS 11 – Partenariats ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;
- Entités d'investissements – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27

qui sont applicables dès le 1^{er} janvier 2013 en IFRS mais d'application obligatoire seulement au 1^{er} janvier 2014 selon l'Union Européenne.

Le processus de détermination par Schneider Electric des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe des normes non applicables est en cours.

Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 10 et d'IFRS 11 pour lesquelles les impacts sont en cours d'évaluation, en particulier, sur les entités actuellement consolidées en intégration proportionnelle, et d'IFRS 9, compte tenu des incertitudes pesant sur le processus d'adoption en Europe.

➤ **Dépréciations d'actifs**

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2013 ; par conséquent, aucun test de dépréciation d'actifs n'a été réalisé à cette date.

➤ **Saisonnalité des activités**

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un trimestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2013.

➤ **Impôt sur les bénéfices**

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

Note 2 Evolution du périmètre de consolidation

2.1 Variations de périmètre

➤ **Acquisitions de la période**

Le Groupe a finalisé le 28 mars 2013 l'acquisition de 100% d'Electroshield – TM Samara, suite au rachat de 50% des parts en octobre 2010. Electroshield - TM Samara est un des acteurs majeurs de produits et solutions de moyenne tension en Russie. Le prix de rachat total de 100% du capital de la société s'élève à 20,4 milliards de roubles (environ 510 millions d'euros) avec une dette nette nulle à ce jour. Comme convenu, les 50% restants du capital ont été acquis le 28 mars 2013 pour le même montant que celui payé pour les premiers 50% en octobre 2010. L'acquisition était précédemment consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Elle est consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} avril 2013 dans le segment d'activité *Infrastructure*.

2.2 Impact des variations de périmètre

➤ **Suivi des acquisitions de 2012**

En application de la norme IFRS 3 Révisée, Schneider Electric a valorisé les actifs acquis et les passifs assumés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'allocation définitive du prix d'acquisition de M&C Energy Group (12 juin 2012) a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles pour 19 millions d'euros (relations clientèles); ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des passifs éventuels ont été comptabilisés pour un montant total de 1 million d'euros.

➤ Acquisitions de la période

Schneider Electric a procédé à l'acquisition des 50% complémentaires d'Electroshield - TM Samara le 28 mars 2013, conformément aux termes du contrat d'acquisition de 2010 et pour le prix de 10,2 milliards de roubles convenu à l'époque.

Depuis cette date, Electroshield est consolidée par Intégration Globale.

La prise de contrôle d'Electroshield par Schneider Electric implique, en application de la norme IFRS 3 Révisée sur les regroupements d'entreprises :

- de réévaluer à la juste valeur, en contrepartie du résultat, les 50% antérieurement détenus et mis en équivalence jusqu'alors
- de comptabiliser à leur juste valeur la totalité des actifs et passifs identifiables d'Electroshield et un goodwill, pour le solde ainsi constaté par rapport à la valeur d'entrée au périmètre de consolidation.

Pour son entrée au périmètre de consolidation, Electroshield a été comptabilisée pour un montant de 560 millions d'euros correspondant à la valeur comptable de mise en équivalence du premier lot, sans réévaluation, augmentée du prix payé pour le second lot.

Les évaluations de la juste valeur d'Electroshield et de ses actifs et passifs identifiables sont en cours. La comptabilisation du regroupement sera revue au cours du second semestre. Le Groupe ne s'attend pas à devoir constater une perte sur la réévaluation des 50% antérieurement détenus.

L'allocation provisoire de l'acquisition d'Electroshield a conduit à reconnaître principalement des réévaluations d'immobilisations corporelles pour 8 millions d'euros ; ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des passifs éventuels ont été comptabilisés pour un montant total de 28 millions d'euros.

Au 30 juin 2013, les principaux éléments de calcul provisoires étaient :

- les passifs éventuels, car le recensement des risques n'était pas achevé ;
- les actifs corporels, car l'estimation à la juste valeur de ces actifs était en cours ;
- les actifs incorporels, car les hypothèses retenues seront affinées au deuxième semestre 2013.

Les variations de périmètre du premier semestre 2013 représentent un décaissement de 296 millions d'euros, qui se détaille comme suit :

	30/06/2013	31/12/2012
Acquisitions	(309)	(249)
Trésorerie décaissée	(320)	(268)
Trésorerie acquise/(cédée)	11	19
Cessions	13	7
Autres opérations	0	0
INVESTISSEMENT FINANCIER NET	(296)	(242)

La trésorerie décaissée au titre des acquisitions de la période correspond principalement à l'acquisition d'Electroshield – TM Samara.

Note 3 Information sectorielle

Le Groupe est organisé en 5 activités (Partner, Infrastructure, Industry, IT, Buildings). Les cinq activités sont les suivantes :

- l'activité **Partner (ex-Power)** propose des produits et des solutions basse tension sur tous les marchés finaux, avec notamment des fonctions de protection (disjoncteurs), des dispositifs de surveillance et de contrôle électrique, des compteurs électriques, des armoires électriques, des conduites électriques, des systèmes de correction du facteur de puissance, les produits *LifeSpace* (câblage électrique, connectivité réseau, systèmes de contrôles résidentiels et bâtiments et systèmes de gestion des câbles), la conversion et connexion aux énergies renouvelables et des installations de recharge des véhicules électriques ;
- l'activité **Infrastructure**, combine l'ensemble des activités Moyenne Tension du Groupe, y compris celles d'Areva Distribution, ainsi que celles de *Telvent* ; l'activité est responsable des segments Pétrole & Gaz, Régies Electriques et Transport en ce qui concerne les solutions intégrées ;
- l'activité **Industry** inclut les activités d'Automatismes et contrôle industriel, est responsable de quatre segments de clients finaux (Constructeurs de Machines, Traitement de l'Eau, Mines & Métaux, Agroalimentaire) et inclut également l'activité *Custom Sensors & Technologies* (Capteurs & Actionneurs) ;
- l'activité **IT** inclut les activités d'Énergie sécurisée ; elle est responsable pour les solutions intégrées de trois segments de clients finaux (Centres de données, Finance, *Cloud computing* et Télécommunications) ;
- l'activité **Buildings** inclut les activités d'Automatismes du bâtiment et de sécurité et est responsable des segments de clients finaux Hôtels/ Commerces, Hôpitaux, Laboratoires, Immobilier, Gouvernements/Enseignement.

Les éléments relatifs à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une colonne "Coûts centraux".

Les informations données par secteur opérationnel sont identiques à celles présentées au Conseil d'Administration, qui a été identifié comme le "Principal Décideur Opérationnel" en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. La mesure de la performance de chaque secteur utilisée principalement par le Conseil d'administration est le résultat EBITA ajusté. Les rémunérations en actions ne sont pas allouées aux activités mais sont incluses dans la colonne "Coûts centraux". Le Conseil d'administration n'examine pas les actifs et passifs par activité.

Les données par secteur suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Ces informations sont commentées dans le Rapport semestriel d'activité.

3.1 Informations par secteur opérationnel

1^{er} semestre 2013

	Partner	Infrastructure	Industry	IT	Buildings	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	4 175	2 628	2 164	1 686	777	-	11 430
EBITA ajusté *	875	190	423	289	34	(279)	1 532
%	21,0%	7,2%	19,5%	17,1%	4,4%		13,4%
Autres produits et charges d'exploitation	12	(11)	2	(1)	(1)	11	12
Charges de restructuration	(23)	(8)	(8)	(3)	(6)	(14)	(62)
EBITA	864	171	417	285	27	(282)	1 482
%	20,7%	6,5%	19,3%	16,9%	3,5%		13,0%

* EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 39% sur le premier semestre 2013.

1^{er} semestre 2012

	Partner	Infrastructure	Industry	IT	Buildings centraux	Coûts	Total
Chiffre d'affaires	4 278	2 372	2 219	1 736	803	-	11 408
EBITA ajusté *	855	199	412	304	52	(266)	1 556
%	20,0%	8,4%	18,6 %	17,5 %	6,5 %	-	13,6 %
Autres produits et charges d'exploitation	8	(8)	(7)	3	(1)	(3)	(8)
Charges de restructuration	(25)	(4)	(5)	(2)	(2)	(5)	(43)
EBITA	838	187	400	305	49	(274)	1 505
%	19,6%	7,9 %	18,0 %	17,6 %	6,1 %	-	13,2 %

* EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élevait à 38% sur le premier semestre 2012.

3.2 Informations par zone géographique

Les zones géographiques suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Europe de l'Ouest,
- Amérique du Nord (y-compris Mexique),
- Asie-Pacifique,
- Reste du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud).

Les actifs non courants incluent uniquement les écarts d'acquisition nets, les immobilisations corporelles et incorporelles nettes.

1^{er} semestre 2013

	Europe de l'Ouest	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	3 264	3 115	2 912	2 139	11 430
Actifs non courants	8 090	4 228	6 624	1 313	20 255

1^{er} semestre 2012

	Europe de l'Ouest	Asie Pacifique	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	3 481	3 044	2 867	2 016	11 408
Actifs non courants	7 461	4 460	7 719	836	20 476

Par ailleurs, le Groupe suit la part des *nouvelles économies* dans le chiffre d'affaires :

	30/06/2013		30/06/2012	
Chiffre d'affaires – Pays matures	6 652	58 %	6 912	61 %
Chiffre d'affaires - Nouvelles économies	4 478	42 %	4 496	39 %
Total	11 430	100%	11 408	100%

Note 4 Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de la période se répartissent comme suit :

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Frais de recherche et développement en coûts des ventes	134	122
Frais de recherche et développement en frais de R&D ⁽¹⁾	296	268
Projets de développement capitalisés	155	135
TOTAL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA PERIODE	585	525

(1) dont 18 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2013 et 14 millions d'euros au premier semestre 2012.

Les amortissements des projets de développement capitalisés s'élèvent à 71 millions d'euros sur l'exercice 2013 contre 65 millions d'euros à fin juin 2012.

Note 5 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Pertes de valeur des actifs corporels et incorporels	-	1
Plus-values sur cessions d'actifs	22	2
Moins-values sur cessions d'actifs et mises au rebut	(17)	(3)
Coûts liés aux acquisitions	(18)	(28)
Modifications des plans d'avantages au personnel	34	-
Autres	(9)	20
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	12	(8)

La ligne "Modifications des plans d'avantages au personnel" inclut principalement une reprise de provision pour frais médicaux de 34 millions d'euros aux États-Unis décrit en note 15.

Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2013 et 2012 pour le premier semestre 2013 et aux acquisitions de 2012 et 2011 pour le premier semestre 2012.

La ligne « Autres » inclut principalement des dotations de provisions pour risques ou litiges déclarés sur le premier semestre 2013.

Note 6 Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 62 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des réorganisations de fonctions support.

Note 7 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(109)	(118)
Pertes de valeur des incorporels liés aux acquisitions	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS LIES AUX ACQUISITIONS	(109)	(118)

Note 8 Autres produits et charges financiers

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012*
Résultat de change, net	(31)	(6)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(35)	(40)
Dividendes reçus	4	9
Plus ou moins-values sur cessions de titres de participation		1
Autres charges financières nettes	(14)	(1)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(76)	(37)

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.

L'impact de la révision de la norme IAS19 au 1 janvier 2013 augmente la charge financière nette des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi comptabilisée au résultat de 20 millions d'euros sur le premier semestre 2013. Il s'explique principalement par l'application du taux d'actualisation lors de l'estimation du rendement attendu des actifs des régimes. A titre comparatif, la charge financière nette comptabilisée au résultat aurait augmenté de 20 millions d'euros sur le premier semestre 2012 avec l'application d'IAS19R du fait du calcul des rendements sur actifs sur la base des taux d'actualisation.

En 2012, les dividendes étaient essentiellement perçus sur les titres AXA.

Note 9 Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale des entités qu'elles détiennent. Schneider Electric SA a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

9.1 Analyse de la charge d'impôt

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012*
Impôt courant		
France	(79)	(36)
Étranger	(313)	(276)
Total	(392)	(312)
Impôts différés		
France	101	101
Étranger	8	(64)
Total	109	37
PRODUIT /(CHARGE) D'IMPOT	(283)	(275)

*Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de la norme IAS 19 révisée décrite dans la note 15

9.2 Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Résultat net (part du Groupe)	831	876
(Charge) Produit d'impôt	(283)	(275)
Intérêts minoritaires	(32)	(45)
Résultat des sociétés mises en équivalence	15	18
Résultat avant impôt	1 131	1 178
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43 %
Charge d'impôt théorique	(389)	(406)
Éléments en rapprochement :		
Écart de taux France/Étranger	107	120
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	124	103
Effets des déficits fiscaux	(15)	(7)
Autres différences permanentes	(110)	(85)
(Charge) Produit net d'impôt réel	(283)	(275)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	25,0%	23,3%

Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de la norme IAS 19 révisée décrite dans la note 15

9.3 Impôts différés

Les impôts différés nets s'élèvent à 843 millions d'euros et présentent une diminution de 112 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012.

Note 10 Ecarts d'acquisition

10.1 Principaux écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont présentés ci-dessous par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

	30/06/2013 net	31/12/2012 net
<i>Partner</i>	3 867	3 943
<i>Industry</i>	2 220	2 244
<i>Buildings</i>	1 477	1 469
<i>ITB</i>	2 993	3 015
<i>Infrastructure</i>	2 653	2 233
TOTAL	13 210	12 904

10.2 Mouvements de la période

Les principaux mouvements de la période sont récapitulés dans le tableau suivant :

	1 ^{er} semestre 2013	2012	1 ^{er} semestre 2012
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	12 904	12 773	12 773
Acquisitions *	465	195	38
Cessions	(2)	-	-
Perte de valeur		(250)	-
Effet des variations de change	(157)	(108)	201
Reclassement / Affectation		294	122
Écarts d'acquisition nets à la clôture	13 210	12 904	13 134
Dont pertes de valeur cumulées à la clôture	(416)	(413)	(180)

* En date d'acquisition.

➤ Effet des variations de change

Les variations de change concernent principalement les écarts d'acquisition libellés en dollars australiens et roupies indiennes, soit principalement Clipsal, Scada Group, APC et Luminous.

Note 11 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles et corporelles entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 est la suivante :

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES						
Situation au 31/12/2011	2 786	827	1 292	1 915	6 688	13 488
Acquisitions	4	21	286	4	488	803
Cessions / mises au rebut	-	(48)	(43)	(50)	(287)	(428)
Écarts de conversion	(56)	(3)	(25)	(16)	(41)	(141)
Reclassement	2	(33)	37	11	9	26
Variation de périmètre et divers	13	36	(15)	29	(10)	53
Situation au 31/12/2012	2 749	800	1 532	1 893	6 846	13 820
Acquisitions	-	9	155	-	181	345
Cessions / mises au rebut	-	(3)	-	(1)	(144)	(148)
Écarts de conversion	(15)	(4)	(21)	2	(66)	(104)
Reclassement	-	19	25	(49)	(19)	(24)
Variation de périmètre et divers	-	-	-	-	97	97-
Situation au 30/06/2013	2 734	821	1 691	1 845	6 895	13 986

	Projets de développement					TOTAL
	Marques	Logiciels	(R&D)	Autres incorporels	Immobilisations corporelles	
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR						
Situation au 31/12/2011	(257)	(616)	(483)	(760)	(4 115)	(6 231)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(64)	(58)	(138)	(145)	(402)	(807)
Reprises d'amortissements	-	49	12	-	259	320
Écarts de conversion	5	3	15	15	17	55
Reclassement	-	31	(30)	1	(4)	(2)
Variation de périmètre et divers	-	(42)	37	(30)	21	(14)
Situation au 31/12/2012	(316)	(633)	(587)	(919)	(4 224)	(6 679)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(22)	(25)	(71)	(86)	(206)	(410)
Reprises d'amortissements	(8)	5	-	1	110	108
Écarts de conversion	-	3	13	4	36	56
Reclassement	4	1	(11)	20	2	16
Variation de périmètre et divers	-	-	-	-	(32)	-
Situation au 30/06/2013	(342)	(649)	(656)	(980)	(4 314)	(6 941)
VALEURS NETTES						
	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Immobilisations corporelles	TOTAL
Au 31/12/2011	2 529	211	809	1 155	2 573	7 277
Au 31/12/2012	2 433	167	945	974	2 622	7 141
Au 30/06/2013	2 392	172	1 035	865	2 581	7 045

Note 12 Participations dans les entreprises associées

Le détail des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

	% de détention		Participation nette		Quote-part de résultat	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Delta Dore Finance	20,0 %	20,0 %	14	16	1	1
Electroshield - TM Samara	N/A	50,0 %	-	303	4	17
Sunten Electric Equipment	50,0 %	50,0 %	99	100	2	5
Fuji Electric FA Components & Systems	36,8 %	36,8 %	78	86	9	12
Autres	N/A	N/A	5	6	(1)	(1)
TOTAL		-	196	511	15	34

Suite à l'acquisition complémentaire de 50% d'Electroshield – TM Samara le 28 mars 2013, Electroshield - TM Samara est consolidé en intégration globale depuis cette date dans les comptes consolidés du Groupe.

Note 13 Actifs financiers

13.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement constitués de titres de participation, sont détaillés ci-dessous :

			30/06/2013		31/12/2012	
			Réévaluation/ dépréciation			
	% détenu	Valeur brute	en résultat	en autres éléments du résultat global	Juste valeur	Juste valeur
I – Titres cotés						
NVC Ligthing	9.2%	113		(46)	67	57
Gold Peak Industries Holding Ltd	4.4%	5	(4)		1	3
Total titres cotés		118	(4)	(46)	68	60
II – Titres non cotés						
FCPR & SICAV	100%	59	(1)	9	67	70
SCL Elements Inc ⁽¹⁾	100%-	-	-	-	-	20
SE Buildings Energy Efficiency ⁽¹⁾	100%	17	-	-	17	17
FCPR SESS	100%-	-	-	-	-	3
Inversion	35%	10	-	-	10	10
Autres ⁽²⁾		26	(7)	-	19	33
Total titres non cotés		111	(8)	9	113	153
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE						
		229	(12)	(37)	181	213

(1) Sociétés acquises en 2012.

(2) Valeur brute unitaire inférieure à 5 millions d'euros.

La juste valeur correspond au cours de clôture pour les titres cotés sur un marché actif. La réévaluation des titres cotés de l'exercice impacte négativement les autres réserves des capitaux propres pour 8 millions d'euros (avant impact des impôts différés) sur le premier semestre 2013.

Les titres NVC Lighting ont été acquis en juillet 2011 dans le cadre d'un partenariat permettant à Schneider Electric un accès exclusif aux canaux de distribution diffus et bien établis de NVC Lighting. La variation

cumulée de juste valeur des titres NVC Lighting, déterminée sur la base du cours de bourse et s'élevant à une perte de 46 millions d'euros au 30 juin 2013 (contre 57 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 75 millions d'euros au 30 juin 2012), a été comptabilisée en capitaux propres, en "Autres réserves". Le Groupe n'a pas comptabilisé cette variation de valeur en résultat au 30 juin 2013 et considère que la baisse du cours de bourse observée en 2012 était liée à des perturbations dans la perception par les investisseurs des changements de gouvernance de NVC Lighting intervenus en mai 2012 et qui avaient conduit à la suspension temporaire de la cotation en juillet 2012. Ces changements de gouvernance ont été résolus sur le dernier trimestre 2012 et le cours de bourse de NVC Lighting se rétablit progressivement. Toutefois, le Groupe considère que la cotation ne reflète toujours pas la valeur économique intrinsèque de NVC Lighting et envisagera la nécessité d'une éventuelle dépréciation par compte de résultat lors du second semestre 2013.

13.2 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'élèvent à 122 millions d'euros au 30 juin 2013.

13.3 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 69 millions d'euros au 30 juin 2013 et sont composés de placements de trésorerie non monétaires.

Note 14 Capitaux propres

14.1 Paiements sur la base d'actions

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SA a créé 2 170 599 actions au cours du premier semestre 2013 pour un montant de 62 millions d'euros.

Sur la base des hypothèses décrites dans les comptes annuels 2012, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans d'options ou d'actions gratuites mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 s'élève à 31 millions d'euros pour le premier semestre 2013 (29 millions d'euros pour le premier semestre 2012). Cette charge trouve sa contrepartie au sein du poste « Réserves consolidées » dans les capitaux propres.

14.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, deux possibilités d'investissement sont proposées : le plan d'actionnariat classique et le plan avec effet de levier.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de 5 années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant « l'avantage » offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable in fine.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximum de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

Dans le plan avec effet de levier, le Groupe offre également la possibilité d'une souscription à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces plans proposent cependant un profil de gain différent dans la mesure où une banque tierce complète l'investissement de l'employé de telle sorte que le montant investi au total est un multiple du montant payé par l'employé. Le

total est investi dans des actions du Groupe à un cours décoté. La banque transforme ainsi la décote cédée par le salarié en ressource pour lui offrir un profil de gain particulier, consistant à sécuriser l'apport personnel du salarié et à lui offrir une indexation à la hausse (facteur de 4,4 en 2013) sur un nombre leveragé d'actions auxquelles le salarié souscrit directement.

Pour les plans à effet de levier, la charge IFRS 2 est évaluée, comme pour les plans classiques, par référence à la juste valeur d'une décote sur titres incessibles (voir modalités ci-dessus), complétée par l'avantage que constitue l'intermédiation de l'émetteur dans l'appel d'offre des plans à effet de levier. L'intermédiation de l'émetteur permet en effet aux salariés de bénéficier de cotations de volatilité de type institutionnel et non de cours « au détail » de volatilité que le salarié aurait obtenu auprès de sa banque de détail pour répliquer le montage financier. Ce différentiel de volatilité est traduit en équivalent décote : il mesure le gain d'opportunité offert au salarié sur les plans à effet de levier.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, le Groupe a proposé le 5 juin 2013 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 50,89 euros ou 47,90 euros selon les pays (decoté de 15 à 20% par rapport au cours de référence de 59,87 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Conseil d'administration).

2,7 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 133 millions d'euros réalisée le 11 juillet 2013. Compte-tenu de l'évolution des hypothèses de valorisation et plus particulièrement du spread de taux particulier, le coût d'incessibilité en 2013 est, depuis 2012, supérieur à la charge de décote, conduisant le Groupe à ne pas reconnaître de charge au titre de l'opération.

Les tableaux ci-dessous présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour les exercices 2013 et 2012.

Plans classiques	Année 2013		Année 2012	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans <i>(en années)</i>		5		5
Prix de référence <i>(en euros)</i>		59,87		43,12
Prix de souscription <i>(en euros)</i> :				
entre		50,89		36,66
et		47,90		34,50
Décote faciale :				
entre	15,0%		15,0 %	
et	20,0%		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		98		75,9
Montant global souscrit		98		75,9
Nombre total d'actions souscrites <i>(millions d'actions)</i>		2		2,1
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché <i>(in fine)</i> ⁽¹⁾	4,8%		5,5 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8%		1,5 %	
Taux d'emprunt des titres annuel <i>(repo)</i>	1,0%		1,0 %	
Valeur de la décote :				
entre	15,0%	8,4	15,0 %	6,4
et	20,0%	12,7	20,0 %	10,0
Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,3%	31,3	26,2 %	24,1
Coût global pour le Groupe (a-b)				
		0		0
Sensibilités				
diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽²⁾	(0,5%)	3,4	(0,5 %)	2,5

montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

Plans à effet de levier	Année 2013		Année 2012	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (<i>en années</i>)		5		5
Prix de référence (<i>en euros</i>)		59,87		43,12
Prix de souscription (<i>en euros</i>) :				
entre		50,89		36,66
et		47,90		34,50
Décote faciale :				
entre	15,0 %		15,0 %	
et	20,0 %		20,0 %	
Montant souscrit par les salariés		3,5		4,8
Montant global souscrit		35,4		47,8
Nombre total d'actions souscrites (<i>millions d'actions</i>)		0,7		1,4
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (<i>in fine</i>) ⁽¹⁾	4,8 %		5,5 %	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	0,8 %		1,5 %	
Taux de dividende annuel	3,0 %		3,0 %	
Taux d'emprunt des titres annuel (<i>repo</i>)	1,0 %		1,0 %	
Spread de volatilité détail / institutionnel	5,0 %		5,0 %	
(a) Valeur de la décote :				
entre	15,0 %	0	15,0 %	0
et	20,0 %	8,9	20,0 %	11,9
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché				
	26,3 %	11,7	26,2 %	15,6
(c) Valeur du gain d'opportunité ⁽²⁾				
	3,3 %	1,5	1,3 %	1,2
Coût global pour le Groupe (a-b+c)		0		0
Sensibilités				
• diminution du taux d'emprunt du participant au marché ⁽³⁾	(0,5 %)	1,3	(0,5 %)	1,6

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire.

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen.

(2) Calculé à partir d'un modèle binomial.

(3) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur.

(4) Dans quelques pays, en raison de contraintes légales locales, le salarié souscrit pour un montant non décoté tandis que la banque souscrit avec décote pour offrir l'effet de levier.

Note 15 Provisions pour retraites et engagements assimilés

IAS 19 Révisée a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012 sur les comptes comparatifs du premier semestre 2012. Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée, soit :

- une augmentation des réserves consolidées de 12 millions d'euros au 01/01/2012 ;
- une charge nette d'impôt de 29 millions d'euros sur le résultat net 2012 et
- un produit net d'impôt de 27 millions d'euros sur les autres éléments du résultat global en 2012.

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés sur la période se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Dont SE USA</i>	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	<i>Dont SE USA</i>	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2012 publié	1 488	490	488	332	1 976
Retraitement de passage IAS19R					
Reconnaissance des coûts des services passés	1	-	(18)	(18)	(17)
31/12/2012 retraité	1 489	490	470	314	1 959
Charge de la période	52	13	(16)	(28)	36
Prestations versées	(18)	-	(16)	(9)	(34)
Cotisations versées	(29)	(10)	-	-	(29)
Éléments reconnus en capitaux propres	(23)	(21)	17	17	(6)
Écart de conversion	(10)	4	-	3	(10)
Variations de périmètre	2	-	-	-	2
Autres variations	-	-	3	3	3
30/06/2013	1 463	476	458	300	1 921

L'application de la norme IAS19 Révisée conduit à une diminution de la provision pour retraites et avantages assimilés de 19 millions d'euros au 1^{er} janvier 2012 liés à la reconnaissance des coûts des services passés non reconnus sous IAS19 non Révisée (soit un impact de 17 millions d'euros sur la provision au 1^{er} janvier 2013 du fait de l'amortissement comptabilisé en 2012).

La charge nette enregistrée en résultat se décompose comme suit :

1^{er} semestre 2013			
	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme</i>	Total
Coûts des services rendus	25	10	35
Coût des services passés	-	-	-
Effet des liquidations /réductions de régimes	-	(34)	(34)
Charge d'exploitation de la période	25	(24)	1
Coût financier (effet de l'actualisation)	51	8	59
Rendement attendu des actifs des régimes	(24)	-	(24)
Charge financière de la période	27	8	35
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	52	(16)	36

Sur le premier semestre 2013, la modification du plan des frais médicaux aux Etats-Unis visant à limiter les obligations du Groupe envers les actuels et futurs retraités conduit à une diminution de 34 millions d'euros.

1^{er} semestre 2012 publié			
	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme</i>	Total
Coûts des services rendus	21	8	29
Coût des services passés	-	(1)	(1)
Effet des liquidations /réductions de régimes	-	-	
Charge d'exploitation de la période	21	7	28
Coût financier (effet de l'actualisation)	56	8	64
Rendement attendu des actifs des régimes	(44)	-	(44)
Charge financière de la période	12	8	20
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	33	15	48

A titre comparatif, la charge nette comptabilisée au résultat a augmenté de 20 millions d'euros sur le premier semestre 2012 avec l'application d'IAS19R du fait du calcul des rendements sur actifs sur la base des taux d'actualisation.

1^{er} semestre 2012 retraité			
	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme</i>	Total
Coûts des services rendus	21	8	29
Coût des services passés	-	-	-
Effet des liquidations /réductions de régimes	-	-	
Charge d'exploitation de la période	21	8	29
Coût financier (effet de l'actualisation)	56	8	64
Rendement attendu des actifs des régimes	(25)	-	(25)
Charge financière de la période	31	8	39
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	52	16	68

Note 16 Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environnementaux	Restructurations	Autres risques	Provisions
31/12/2012	700	96	410	70	132	307	1 715
<i>dont part à plus d'un an</i>	430	44	93	55	12	151	785
Dotations	29	10	53	2	39	51	184
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	-	-
Reprises pour utilisation	(88)	(16)	(46)	(1)	(47)	(74)	(272)
Provisions devenues sans objet	(2)	(5)	(10)	-	(3)	(10)	(30)
Écarts de conversion	(7)	1	(4)	(1)	(1)	(4)	(16)
Variations de périmètre et autres	31	(9)	1	6	1	10	40
30/06/2013	663	77	404	76	121	280	1 621
<i>dont part à plus d'un an</i>	390	42	100	59	29	149	769

Les dotations aux provisions pour risques sur produits intègrent la mise à jour des risques techniques pour 19 millions d'euros.

Les dotations aux provisions pour restructurations de 39 millions d'euros sont commentées en note 6.

Note 17 Endettement financier net

L'endettement financier net s'analyse de la façon suivante :

	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	6 078	6 100
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	1 246	1 373
Financement des locations financières	12	11
Participation des salariés	11	13
Part court terme des emprunts obligataires	(1 087)	(587)
Part court terme des autres dettes long terme	(501)	(504)
Dettes financières non courantes	5 759	6 406
<hr/>		
Billets de trésorerie	80	-
Intérêts courus non échus	170	147
Autres dettes	334	368
Tirage de lignes de crédit	-	-
Découverts et encours bancaires	80	120
Part court terme des emprunts obligataires	1 087	587
Part court terme des autres dettes long terme	501	504
Dettes financières courantes	2 252	1 726
DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	8 011	8 132
<hr/>		
Valeurs mobilières de placement	955	1 720
Titres de créances négociables et dépôts court terme	138	443
Disponibilités	1 642	1 574
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 735	3 737
Découverts et encours bancaires	(80)	(120)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, NETS	2 655	3 617
<hr/>		
ENDETTEMENT FINANCIER NET	5 276	4 395

La trésorerie nette des découverts et encours bancaires s'élève à 2,655 millions d'euros. Elle représente le montant de trésorerie présenté au tableau des flux de trésorerie consolidés.

Des cessions sans recours de créances clients ont eu lieu sur le premier semestre 2013 pour un total de 66 millions d'euros à comparer à 147 millions d'euros sur le second semestre 2012. Par ailleurs, le Groupe avait cédé sans recours à une banque lors du premier semestre 2012 une créance fiscale de 233 millions d'euros, liée à une opération interne ayant donné lieu à un paiement de dette fiscale d'un montant équivalent ; cette créance a été remboursée à la banque par les autorités fiscales le 25 juillet 2012.

Il n'y a pas eu d'émission ni de remboursement d'emprunts obligataires sur le premier semestre 2013.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées d'instruments négociables, très liquides à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tels que billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents.

Note 18 Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de taux, de change, et de variation des cours de métaux.

18.1 Niveau de juste valeur des instruments financiers inscrits au bilan

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière ont été classées selon la hiérarchie en trois niveaux :

- niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- niveau 2 : données d'entrée concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : données d'entrée non observables concernant l'actif ou le passif.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013				
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	181	181	68		113
Autres actifs financiers non courants	122	122			
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	303	303			
Actif courant :					
Clients et créances d'exploitation	5 493	5 493			
Autres créances	112	112		112	
Actif financier courant	69	69			
Valeurs mobilières de placement	955	955	955		
TOTAL ACTIFS COURANTS	6 629	6 629			
PASSIF					
Dettes financières non courantes :					
Dettes financières à plus d'un an	5 759	6 273			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	5 759	6 273			
Dettes courantes :					
Fournisseurs et dettes d'exploitation	4 301	4 301			
Autres dettes	156	156		108	
Dettes financières courantes	2 247	2 247			
TOTAL PASSIFS COURANTS	6 704	7 218			

(en millions d'euros)

31/12/2012

	Valeur au bilan	Juste Valeur	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3
ACTIF					
Actifs financiers disponibles à la vente	213	213	60		153
Autres actifs financiers non courants	108	108			
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	321	321			
Actif courant :					
Clients et créances d'exploitation	5 289	5 289			
Autres créances	170	170		170	
Actif financier courant	127	127			
Valeurs mobilières de placement	1 720	1 720	1 720		
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 306	7 306			
PASSIF					
Dettes financières non courantes :					
Dettes financières à plus d'un an	6 406	6 934			
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	6 406	6 934			
Dettes courantes :					
Fournisseurs et dettes d'exploitation	4 190	4 190			
Autres dettes	112	112		76	
Dettes financières courantes	1 726	1 742			
TOTAL PASSIFS COURANTS	6 028	6 044			

Note 19 Instruments dérivés

19.1 Couverture des risques de change

Le Groupe souscrit périodiquement des dérivés de change pour couvrir le risque de change associé à des opérations libellées en devises étrangères. Le Groupe peut également effectuer des opérations de couverture de flux prévisionnels qu'il s'agisse de flux d'exploitation récurrents, de prêts en devises intragroupe ou d'opérations d'acquisition ou de cession de participations. Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21.

30/06/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Nominal des contrats	
			Vente	Achat
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH *	(12)		(441)
Contrats à terme en couverture d'investissements nets	NIH *	5	1 013	(199)
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	<i>Trading/FVH</i> *	5	3 091	(1 596)
		(2)	4 104	(2 236)

31/12/2012	Qualification IFRS	Valeur au Bilan	Nominal des contrats	
			Vente	Achat
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH *	(24)	-	(738)
Contrats à terme en couverture d'investissements nets	NIH *	30	1 007	(199)
Contrats à terme et options en couverture d'éléments bilantiels	<i>Trading/FVH</i> *	34	3 386	(2 268)
		40	4 393	(3 205)

19.2 Couverture des risques de taux

Des contrats de "swaps" de taux d'intérêts permettent de gérer l'exposition du Groupe au risque de taux. Les instruments dérivés utilisés sont économiquement adossés aux échéances, aux taux et aux devises des emprunts couverts.

30/06/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Swaps de taux d'intérêt	CFH */FVH*	(11)	(933)

31/12/2012	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Swaps de taux d'intérêt	CFH */FVH*	(14)	(1 126)

19.3 Couverture des risques liés aux matières premières

Le Groupe souscrit des contrats d'achat à terme, des contrats d'échanges et options destinés à couvrir le cours des matières premières pour tout ou partie des achats prévisionnels futurs de cuivre, plomb, aluminium, zinc, nickel et argent.

30/06/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Métaux			
Couvertures fermes et optionnelles	CFH *	(28)	(211)

31/12/2012	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert
Métaux			
Couvertures fermes et optionnelles	CFH *	(2)	(236)

19.4 Couverture des paiements sur la base d'actions

La couverture porte sur les actions de Schneider Electric dans le cadre du programme *Share Appreciation Rights (SARs)* aux Etats-Unis.

30/06/2013	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert	Nombre d'actions
Actions				
Options d'achat	CFH *	45	(99)	2 222 050

31/12/2012	Qualification IFRS	Valeur au bilan	Notionnel couvert	Nombre d'actions
Actions				
Options d'achat	CFH *	70	(141)	3 317 727

Note 20 Opérations avec des parties liées

20.1 Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché et sont non significatives sur la période.

20.2 Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de la période, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de direction.

Note 21 Engagements et passifs éventuels

21.1 Cautions, avals et garanties

Les garanties, cautions et avals, donnés d'une part et reçus d'autre part s'établissent respectivement à 924 et 67 millions d'euros au 30 juin 2013.

21.2 Engagements d'achats

➤ Titres de participation

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées, ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 30 juin 2013, le seul montant significatif de ces engagements correspond à 26% de Luminous et a été valorisé à hauteur de 67 millions d'euros en Autres dettes.

➤ Prestations de services informatiques

Le Groupe est lié à la société CAPGEMINI dans le cadre d'un accord d'externalisation infogérance de certaines fonctions informatiques en Europe et la mise en œuvre d'un système d'applications de gestion communes sous le progiciel SAP. La première version de ce système global a été mise en place en Inde (premier pilote) en avril 2007 et la deuxième version a été déployée mi 2008 dans plusieurs pays pilotes européens. Au titre de ce système, Schneider Electric a capitalisé des coûts pour un montant total (net des pertes de valeur) de 42 millions d'euros. Ces coûts sont amortis à compter de 2009 selon un mode progressif sur 7 années glissantes, en fonction du nombre d'utilisateurs au fur et à mesure du déploiement dans le monde.

Au titre du premier semestre 2013, les coûts relatifs à l'Infogérance s'élèvent contractuellement à 49 millions d'euros incluant les effets volumes et l'indexation prévus au contrat (49 millions d'euros sur le premier semestre 2012).

21.3 Passifs éventuels

D'une manière générale, la direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Les contrats d'emprunts ne contiennent pas de clauses en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Le Groupe a conclu un accord d'entreprise relatif au Droit Individuel à la Formation. Le Groupe a appliqué dans ses comptes le traitement préconisé par les normes françaises pour le DIF, conformément à l'avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF. Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement. Le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits des salariés des entités françaises du Groupe est d'environ 1 612 624 heures au 30 juin 2013.

Note 22 Evénements postérieurs à la clôture

➤ Augmentation de capital réservée aux salariés

Le 11 juillet 2013, le montant de l'augmentation de capital réservée aux salariés, décrite en Note 14.2, s'est élevé à 133 millions d'euros pour 2,7 millions d'actions émises.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2013

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Evolution du périmètre de consolidation

Acquisitions de la période

Le Groupe a finalisé le 28 mars 2013 l'acquisition de 100% d'Electroshield – TM Samara, suite à l'achat de 50% des parts en octobre 2010. Electroshield - TM Samara est un des acteurs majeurs de produits et solutions de moyenne tension en Russie. Le prix de rachat total de 100% du capital de la société s'élève à 20,4 milliards de roubles (environ 510 millions d'euros) avec une dette nette nulle à ce jour. Comme convenu, les 50% restants du capital ont été acquis le 28 mars 2013 pour le même montant que celui payé pour les premiers 50% en octobre 2010. L'acquisition était précédemment consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Elle est consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} avril 2013 dans le segment d'activité *Infrastructure*.

Acquisitions réalisées en 2012 et ayant un effet sur les comptes du premier semestre 2013*

M&C Energy Group a été acquise en cours d'exercice 2012 et consolidée à compter du 15 juin 2012. Sa consolidation en année pleine sur l'exercice 2013 constitue un effet de périmètre par rapport à l'exercice 2012.

* Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

Evolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro (effet conversion) sur le premier semestre 2013 a un impact négatif de 157 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 38 millions d'euros sur l'EBITA ajusté, lié à la baisse de l'euro contre les principales devises, en particulier le dollar américain et, le yen japonais.

Compte de résultat du premier semestre

Le compte de résultat du premier semestre 2013 comparé au premier semestre 2012 se détaille comme suit :

	1er semestre 2013	1er semestre 2012*	% variance
Chiffre d'affaires	11 430	11 408	0.2%
Coûts des ventes	(7 125)	(7 104)	
Marge brute	4 305	4 304	0%
% Marge brute	37,7%	37,7%	
Recherche et développement	(296)	(268)	
Frais généraux et commerciaux	(2 477)	(2 480)	
EBITA ajusté	1 532	1 556	-1 .5%
% EBITA ajusté	13,4%	13,6%	
Autres produits et charges d'exploitation	12	(8)	
Charges de restructuration	(62)	(43)	
EBITA	1 482	1 505	-1.5%
% EBITA	13,0%	13,2%	
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	(109)	(118)	
Résultat d'exploitation	1 373	1 387	-1.0%
% Résultat d'exploitation	12,0%	12,2%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9	8	
Coût de l'endettement financier brut	(175)	(180)	
Coût de la dette financière nette	(166)	(172)	
Autres produits et charges financiers	(76)	(37)	
Résultat financier	(242)	(209)	15.8%
Résultat avant impôts	1 131	1 178	-4.0%
Impôts sur les sociétés	(283)	(275)	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	15	18	
Résultat net	863	921	-6.3%
-dont part attribuable aux actionnaires de la société mère	831	876	-5.1%
-dont actionnaires minoritaires	32	45	
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)	1,52	1,62	-6.2%

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.

Chiffre d'affaires

Au 30 juin 2013, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 11 430 millions d'euros, en progression de 0,2% à périmètre et taux de change courants par rapport au 30 juin 2012.

La croissance du premier semestre 2013 se décompose en une croissance organique de 0,1%, une contribution des acquisitions nette des cessions pour 1,5%, principalement liée à l'acquisition d'Electroshield - TM Samara le 28 mars 2013, et un effet de change de -1,4% dû à l'impact de la hausse de l'euro vis-à-vis des principales devises, en particulier le dollar et le yen.

Evolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires par secteur opérationnel se détaille comme suit (en millions d'euros) :

	Partner	Infrastructure	Industry	IT	Buildings	Total
30 juin 2013	4 175	2 628	2 164	1 686	777	11 430
30 juin 2012	4 278	2 372	2 219	1 736	803	11 408

Le chiffre d'affaires de Partner (36% du CA du Groupe) s'élève à 4 175 millions d'euros au 30 juin 2013, en décroissance de 2,4% en données courantes et de **1,2%** à données comparables (périmètre et taux de change constants). L'activité produit est stable. Le succès des offres milieu de gamme dans les nouvelles économies, l'amélioration du marché résidentiel aux Etats-Unis et du marché de la construction en Chine ont été compensés par une faiblesse continue de l'Europe de l'Ouest et un marché résidentiel atone en Australie. L'activité solution est en déclin du fait de comparables élevés l'an passé et d'une baisse de l'activité renouvelables en Europe de l'Ouest qui n'a pas pu être compensée par la légère croissance en Amérique du Nord.

Le chiffre d'affaires d'Infrastructure (23% du CA du Groupe) s'élève à 2 628 millions d'euros au 30 juin 2013, en progression de 10,8% en données courantes et de **3,7%** à données comparables. Les activités produits et solutions ont affiché une croissance positive. Les produits voient des tendances contrastées, bénéficiant d'une augmentation des investissements des régies électriques au Moyen-Orient alors que celles-ci réduisent leur dépense en Europe de l'Ouest. Les Solutions ont bénéficié d'une croissance globale en Amérique du Nord, d'investissements en Infrastructures en Russie, sur le segment pétrole et gaz en Australie et en ressources naturelles en Asie du Sud Est.

Le chiffre d'affaires d'Industry (19% du CA du Groupe) s'élève à 2 164 millions d'euros au 30 juin 2013, en baisse de 2,5% en données courantes et stable à **0,0%** à données comparables. L'activité produit a légèrement baissé, reflétant la demande faible dans les pays matures. L'activité solutions affiche une croissance forte, portée par le succès des solutions pour constructeurs de machine (OEM) et des synergies apportées par Leader & Harvest.

Le chiffre d'affaires de IT (15% du CA du Groupe) s'élève à 1 686 millions d'euros au 30 juin 2013, en décroissance de 2,9% en données courantes et de **0,6%** à données comparables. L'activité produit a continué à croître portée par le succès de Luminous et le besoin en alimentation sécurisée dans les nouvelles économies. L'activité solutions a décliné en raison de report d'investissements et de retards dans les projets dans les pays matures.

Le chiffre d'affaires de Buildings (7% du CA du Groupe) s'élève à 777 millions d'euros au 30 juin 2013, en recul de 3,3% en données courantes et de **1,9%** à données comparables. Les produits sont en baisse du fait d'une demande faible dans les économies matures. L'activité solutions est en légère hausse car le succès des services et des systèmes de contrôle d'accès est compensé par la baisse des systèmes pour la gestion des bâtiments, impactés par une réduction des dépenses publiques et des délais dans les investissements.

Marge Brute

La marge brute du Groupe est stable à 4 305 millions d'euros sur le premier semestre 2013 (4 304 millions d'euros sur le premier semestre 2012). En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute est également stable à 37.7% au premier semestre 2013 comme au premier semestre 2012. Hors effet de la consolidation d'Electroshield – TM Samara, la marge brute du premier semestre 2013 s'élève à 37,9% grâce aux actions sur les prix et aux gains de productivité industrielle qui ont limité les effets d'un volume plus faible et du mix négatif.

Coût des fonctions supports : Recherche et développement et Frais généraux et commerciaux

Lors du premier semestre 2013, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élèvent à 296 millions d'euros contre 268 millions d'euros au premier semestre 2012, en augmentation de 10,4%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement, nets augmentent à 2,6% au premier semestre 2013 (contre 2,3% au premier semestre 2012).

Le total des frais de recherche et développement, y compris la partie capitalisée et les coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élève à 585 millions d'euros au premier semestre 2013 (contre 525 millions d'euros au premier semestre 2012) en augmentation de 11,4%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement augmentent à 5,1% au premier semestre 2013 (contre 4,6% au premier semestre 2012).

Au premier semestre 2013, le net de la capitalisation des coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 84 millions d'euros sur le résultat d'exploitation (70 millions d'euros au premier semestre 2012).

Lors du premier semestre 2013, les frais généraux et commerciaux sont stables à 2 477 millions d'euros contre 2 480 millions d'euros au premier semestre 2012. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de généraux et commerciaux restent également stables à 21,7% au premier semestre 2013 comme au premier semestre 2012.

Le montant combiné des coûts des fonctions supports, soit des frais de recherche et développement nets et des frais généraux et commerciaux, totalise 2 773 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 2 748 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une hausse de 0,9%. En pourcentage du chiffre d'affaire, le coût des fonctions supports augmente à 24,3% au premier semestre 2013 contre 24,1% au premier semestre 2012.

Autres produits et charges d'exploitation

Au premier semestre 2013, les autres produits et charges d'exploitation sont un produit net de 12 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 18 millions d'euros et à d'autres produits d'exploitation de 30 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2012 et 2013, telles que M&C Energy Group et Electroshield – TM Samara. Les autres produits d'exploitation incluent principalement une reprise de provision pour un plan de frais médicaux de 34 millions d'euros aux États-Unis.

Au premier semestre 2012, les autres produits et charges d'exploitation sont une charge nette de 8 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 28 millions d'euros et à d'autres produits d'exploitation de 20 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2011 et 2012, telles que Telvent et M&C Energy Group. Les autres produits d'exploitation incluent principalement des reprises de provisions pour indemnités ou litiges échues au 30 juin 2012.

Coûts de restructuration

Au premier semestre 2013, les coûts de restructuration s'élevaient à 62 millions d'euros (contre 43 millions d'euros au premier semestre 2012) et correspondent à des réorganisations industrielles et à des réorganisations de fonctions support.

EBITA et EBITA ajusté

Nous définissons l'EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration et l'EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'EBITA ajusté au premier semestre 2013 s'élève à 1 532 millions d'euros, contre 1 556 millions d'euros au premier semestre 2012, en baisse de 1,5%. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté passe de 13,6% à 13,4%, soit une légère baisse de 0,2 point. Hors effet de la consolidation d'Electroshield – TM Samara, l'EBITA ajusté du premier semestre 2013 s'élève à 13,5% du chiffre d'affaires, en légère baisse car l'amélioration de la marge brute a été compensée par de plus fortes dépenses de recherche et développement. Dans un environnement de faible croissance, cette résilience est obtenue grâce aux mesures d'efficacité opérationnelle et aux actions sur les prix, permettant de compenser une baisse des volumes et un effet mix négatif.

L'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition) baisse de 1,5% à 1 482 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 1 505 millions d'euros au premier semestre 2012, du fait de la baisse de l'EBITA ajusté et de l'augmentation des charges de restructuration. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA diminue légèrement à 13,0% au premier semestre 2013 (13,2% au premier semestre 2012).

EBITA et EBITA ajusté par secteur opérationnel

Les EBITA et EBITA ajustés par segment opérationnel se détaillent comme suit :

	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	<i>Coûts centraux</i>	<i>Total</i>
30 juin 2013							
Chiffre d'affaires	4 175	2 628	2 164	1 686	777		11 430
EBITA ajusté *	875	190	423	289	34	(279)	1 532
<i>EBITA ajusté (%)</i>	<i>21,0%</i>	<i>7,2%</i>	<i>19,5%</i>	<i>17,1%</i>	<i>4,4%</i>		13,4%
Autres charges et produits d'exploitation	12	(11)	2	(1)	(1)	11	12
Coûts de restructuration	(23)	(8)	(8)	(3)	(6)	(14)	(62)
EBITA	864	171	417	285	27	(282)	1 482
<i>EBITA (%)</i>	<i>20,7%</i>	<i>6,5%</i>	<i>19,3%</i>	<i>16,9%</i>	<i>3,5%</i>		13,0%
* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation							

	<i>Partner</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	<i>Coûts centraux</i>	<i>Total</i>
30 juin 2012							
Chiffre d'affaires	4 278	2 372	2 219	1 736	803		11 408
EBITA ajusté *	855	199	412	304	52	(266)	1 556
<i>EBITA ajusté (%)</i>	<i>20,0%</i>	<i>8,4%</i>	<i>18,6%</i>	<i>17,5%</i>	<i>6,5%</i>		13,6%
Autres charges et produits d'exploitation	8	(8)	(7)	3	(1)	(3)	(8)
Coûts de restructuration	(25)	(4)	(5)	(2)	(2)	(5)	(43)
EBITA	838	187	400	305	49	(274)	1 505
<i>EBITA (%)</i>	<i>19,6%</i>	<i>7,9%</i>	<i>18,0%</i>	<i>17,6%</i>	<i>6,1%</i>		13,2%
* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation							

L'activité **Partner** réalise un taux d'EBITA ajusté de 21,0 % sur le premier semestre 2013, en augmentation de 1 point par rapport à 20,0% sur le premier semestre 2012, grâce à un effet prix positif et à la productivité.

L'activité **Infrastructure** réalise un taux d'EBITA ajusté de 7,2 % sur le premier semestre 2013, en baisse de 1,2 point par rapport à 8,4% sur le premier semestre 2012 en raison d'un mix défavorable lié à la croissance des solutions et l'impact non-récurrent de certains projets.

L'activité **Industry** réalise un taux d'EBITA ajusté de 19,5 % sur le premier semestre 2013, en augmentation de 0,9 point par rapport à 18,6% sur le premier semestre 2012, malgré un environnement sans croissance, grâce à la productivité et au bon contrôle des actions commerciales.

L'activité **IT** réalise un taux d'EBITA ajusté de 17,1 % sur le premier semestre 2013, en diminution de 0,4 points par rapport à 17,5% sur le premier semestre 2012, en raison des investissements commerciaux.

L'activité **Buildings** réalise un taux d'EBITA ajusté de 4,4% sur le premier semestre 2013, en baisse de 2,1 point par rapport à 6,5% sur le premier semestre 2012 affecté par des volumes en baisse et des éléments non récurrents.

Les coûts centraux s'élèvent à 279 millions d'euros ou 2,4% du chiffre d'affaires du Groupe sur le premier semestre 2013, légèrement en hausse par rapport à 2,3% du chiffre d'affaires du Groupe (266 millions d'euros) sur le premier semestre 2012.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) diminue légèrement de 1% de 1 387 millions d'euros au premier semestre 2012 à 1 373 millions d'euros au premier semestre 2013, malgré une diminution des amortissements des incorporels liés aux acquisitions de 9 millions d'euros (109 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 118 millions d'euros au premier semestre 2012).

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 242 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 209 millions d'euros au premier semestre 2012 (après retraitement de l'effet de IAS 19 révisé – cf. note 1 des comptes consolidés).

Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la perte de change nette (de 6 millions d'euros au premier semestre 2012 à 31 millions d'euros au premier semestre 2013) qui a conduit les autres charges et produits financiers à passer d'une charge nette de 37 millions d'euros au premier semestre 2012 à une charge nette de 76 millions d'euros au premier semestre 2012.

Cette augmentation est en partie compensée par la baisse du coût de la dette financière nette à 166 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 172 millions d'euros au premier semestre 2012, suite à la baisse du taux d'intérêt entre ces deux périodes.

Impôts

Le taux effectif d'impôt au premier semestre 2013 s'élève à 25,0%, en hausse de 1,7 points par rapport au taux d'impôt de 23,3% sur le premier semestre 2012. La charge d'impôt correspondante augmente de 275 millions d'euros au premier semestre 2012 à 283 millions d'euros au premier semestre 2013.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence diminue légèrement à 15 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 18 millions d'euros au premier semestre 2012.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net du premier semestre 2013 s'élève à 32 millions d'euros contre 45 millions d'euros au premier semestre 2012. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère)

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 831 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 876 millions d'euros au premier semestre 2012 (retraité de l'impact d'IAS 19 révisé), en baisse de 5,2%.

Résultat net par action

Le résultat net par action passe de 1,62 euro au premier semestre 2012 (retraité de l'impact d'IAS 19 révisé) à 1,52 euro au premier semestre 2013.

Commentaires sur le tableau de flux de trésorerie consolidés

Le tableau de flux de trésorerie du premier semestre 2013 comparé au premier semestre 2012 se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012*
Résultat net consolidé	863	921
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus	(15)	(18)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>		
Amortissements des immobilisations corporelles	207	202
Amortissements des immobilisations incorporelles	205	214
Perte de valeur des actifs non courants	-	(10)
Augmentation/(diminution) des provisions	(31)	(54)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	(8)	1
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt	(170)	(73)
Autres éléments	19	16
Autofinancement d'exploitation	1 069	1 199
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation	(136)	134
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours	(169)	(199)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation	(17)	(84)
Autres actifs et passifs courants	(122)	(304)
Variation du besoin en fonds de roulement	(444)	(453)
I - Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	625	746
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(180)	(218)
Cessions d'immobilisations corporelles	68	12
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(179)	(145)
Cessions d'immobilisations incorporelles	4	2
Investissement net d'exploitation	(286)	(349)
Acquisitions (ou Regroupements) d'entreprises nets de la trésorerie acquise	(309)	(164)
Cession d'actifs financiers	13	-
Autres opérations financières à long terme	(10)	21
Actifs de retraite à long terme	(28)	(74)
Investissement financier net	(333)	(217)
II - Flux de trésorerie affectée aux opérations d'investissement	(620)	(566)
Augmentation/(diminution) des dettes financières	(2)	579
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire	61	22
Vente/(achat) d'actions propres	19	-
Dividendes versés : Schneider Electric SA	(1 025)	(919)
Minoritaires	(29)	(23)
III - Flux de trésorerie affectée aux opérations de financement :	(974)	(341)
IV - Effet net des conversions	7	(194)
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV	(962)	(355)
Trésorerie nette en début de période	3 617	2 554
Variation de trésorerie	(962)	(355)
Trésorerie nette en fin de période	2 655	2 199

* Les chiffres 2012 ont été retraités de l'impact de l'application d'IAS 19 Révisée décrit en note 15 des comptes consolidés.

Flux de trésorerie générée par les activités d'exploitation

L'autofinancement d'exploitation diminue de 1 199 millions d'euros au premier semestre 2012 à 1 069 millions d'euros au premier semestre 2013, en baisse de 10,8%, principalement lié à un impôt payé plus élevé. Cela représente 9,4% du chiffre d'affaires au premier semestre 2012 contre 10,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2012.

La variation négative du besoin en fonds de roulement est stable à 444 millions au premier semestre 2013 contre 453 millions d'euros au premier semestre 2012, reflétant la saisonnalité habituelle.

La trésorerie provenant des activités d'exploitation est en baisse passant sur le premier semestre de 746 millions d'euros en 2012 à 625 millions d'euros en 2013.

Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement

L'investissement net d'exploitation baisse de 18,1% à 286 millions d'euros au premier semestre 2013, par rapport à 349 millions d'euros sur le premier semestre 2012, et représente 2,5% du chiffre d'affaires au premier semestre 2013 contre 3,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2012, du fait des cessions d'actifs plus conséquentes au premier semestre 2013.

L'investissement financier, net de la trésorerie acquise s'élève à 309 millions d'euros au premier semestre 2013 et correspond principalement à l'acquisition de Electroshield – TM Samara. Sur le premier semestre 2012, l'investissement financier net de la trésorerie acquise s'élevait à 164 millions d'euros et correspondait en partie à l'acquisition de M&C Energy Group.

Flux de trésorerie produits par des opérations de financement

La variation des dettes financières s'élève à -2 millions d'euros au premier semestre 2013, contre une augmentation nette de diminution des dettes financières de 579 millions d'euros au premier semestre 2012. Le dividende versé par Schneider Electric est de 1 025 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 919 millions d'euros au premier semestre 2012.

Perspectives 2013

Le premier semestre montre une confirmation de la croissance en Amérique du Nord et en Chine, une poursuite de la bonne dynamique dans les nouvelles économies et une faiblesse généralisée en Europe de l'Ouest. Dans une économie mondiale qui demeure incertaine, la société attend les premiers signes d'une stabilisation séquentielle d'ici la fin de l'année pour l'Europe de l'Ouest, ainsi qu'une poursuite de la croissance au deuxième semestre en Amérique du Nord, en Chine et dans les nouvelles économies. La société surveillera également l'évolution des devises des pays émergents et s'attend à une stabilisation.

Sur la base de ces tendances, la société confirme viser pour l'année 2013 une croissance organique modérée à un chiffre (*low single digit*) pour le chiffre d'affaires et une marge d'EBITA ajusté stable à légèrement en hausse.

Événements importants sur la période

Outre les acquisitions mentionnées plus haut, les événements de la période sont les suivants :

Nouvelle gouvernance de Schneider Electric SA et composition du conseil d'administration

L'Assemblée Générale Mixte de Schneider Electric SA du 25 avril 2013 sous la présidence d'Henri LACHMANN, Président du Conseil de Surveillance a voté le changement de gouvernance. Celle-ci repose sur l'adoption d'une structure à conseil d'administration, avec un président directeur général en la personne de M. Jean-Pascal TRICOIRE. Elle a également nommé comme administrateur l'ensemble des membres du conseil de surveillance ainsi que M Jean-Pascal TRICOIRE

A l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, le conseil d'administration du 25 avril 2013 a nommé M. Jean-Pascal TRICOIRE président directeur général et M. Henri LACHMANN vice-président administrateur référent et a adopté son règlement intérieur.

Le conseil d'administration du 30 juillet 2013 a pris acte de la démission de Mme Dominique SENEQUIER a compter du 25 juin

Composition des comités du conseil d'administration

Le conseil d'administration a nommé censeur pour une durée d'un an M. Claude BEBEAR et M. Jeong KIM. M. Jeong KIM avait, en effet, démissionné en février dernier pour devenir Ministre de l'Innovation d'Avenir et des Sciences de la Corée du Sud. Il a du abandonner ce projet. Le conseil d'administration a proposé à M. Jeong KIM de le rejoindre en tant que censeur en attendant sa nomination comme administrateur par l'assemblée générale de 2014.

Le conseil d'administration a également arrêté la composition suivante de ses comités :

Comité de gouvernance

M. Henri LACHMANN, président
M. Léo APOTHEKER
M. Claude BEBEAR
M. Willy KISSLING
M. Serge WEINBERG

Comité d'audit et des risques

M. Gérard de La MARTINIÈRE, président
M. Noël FORGEARD
M. Antoine GOSSET-GRAINVILLE

Comité des rémunérations, Ressources humaines & RSE

M. Serge WEINBERG, président
Mme Cathy KOPP
M. Willy KISSLING
Mme Magali HERBAUT
M. Rick THOMAN

Comité stratégie

M. Xavier FONTANET, président
M. Léo APOTHEKER
M. Jeong KIM
Mme Betsy ATKINS

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et principales incertitudes présentés au Chapitre 1, paragraphe 5 (Facteurs de Risques) du Document de Référence 2012 déposé à l'AMF le 21 mars 2013, sont toujours d'actualité.

Litiges (actualisation du Document de Référence – page 38)

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la date du Document de Référence.

Principales transactions entre parties liées.

Celles-ci sont décrites en note 20 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés.

Attestation

J'atteste, qu'à ma connaissance les comptes semestriels au 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation de Schneider Electric SA, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

Fait à Rueil-Malmaison, le 30 juillet 2013

Au nom du conseil d'administration,
Jean-Pascal TRICOIRE
Président directeur général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Schneider Electric S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenues dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose l'incidence relative à l'application au 1^{er} janvier 2013 de la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 30 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Ernst & Young et Autres

David Chaudat

Yvon Salaün